

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Marchés n°2136T0327 (lot n°1) et 2136T0328 (lot n°2)

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Météo France – Direction de Systèmes d'Observation
42, Avenue Gaspard Coriolis
31057 TOULOUSE cedex

Représentant du Maître d'Ouvrage (RMO)

Madame la Directrice des systèmes d'observation

Conducteur d'opération

Météo-France, Direction des Systèmes d'Observation, Direction Observation Territoriale
Zone Sud-Est, Département des Pyrénées-Orientales, Aéroport de Perpignan-Rivesaltes,
66000 PERPIGNAN

Objet du Marché

Travaux de création d'infrastructure pour le déplacement du capteur de visibilité sur
l'aérodrome de PERPIGNAN 66000

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 24 NOVEMBRE 2021 à 16H00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2-1. Définition de la procédure.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	3
2-3. Nature de l'attributaire.....	3
2-4. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).....	4
2-5. Variantes.....	4
2-6. Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE).....	4
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	4
2-8. Délais d'exécution des travaux.....	4
2-9. Modifications de détail au dossier de la consultation.....	4
2-10. Délai de validité des offres.....	4
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense.....	4
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	5
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	5
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	5
2-15. Appréciations des équivalences dans les normes et les labels.....	5
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	5
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	5
3-1. Documents fournis aux candidats.....	6
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	6
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	8
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	8
4-1. Sélection des candidatures.....	9
4-2. Jugement et classement des offres.....	9
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	10
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	10
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	11
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11
ARTICLE 7. VISITE OBLIGATOIRE DE SITE.....	12
Annexe - Précisions relatives aux modalités de remise des plis.....	13
1.Certificats de signature électronique autorisés.....	13
2.Outils de signature électronique.....	13
3.Modalités de signature électronique.....	13
4.Sauvegarde.....	14
5.Fichiers volumineux.....	14

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation « CCP »

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les :

« Travaux de création d'infrastructure pour le déplacement du capteur de visibilité sur l'aérodrome de PERPIGNAN».

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

zone de servitude de piste sur l'aérodrome de PERPIGNAN-RIVESALTES 66000.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie et porte sur 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marché à lots séparés**.

Désignation des lots		
Lot n°1	Marché n°2136T0327	Travaux de génie civil
Lot n°2	Marché n°2136T0328	Travaux de génie électrique, courant fort et faible

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés est conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la

procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE)

Sans objet

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet

2-8. Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de la consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 270 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciations des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Sans objet.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Il est téléchargé par le biais de la plate-forme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>,

sous le numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : **2136T0327-0328**

Les candidatures et les offres des candidats sont entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'acte d'engagement est daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication,
- Le présent règlement,
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-2 ci-après, à compléter,
- Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (à dater et signer par les représentants habilités des parties),
- Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) ainsi que l'annexe au CCTP comportant six documents.
- L'attestation de visite obligatoire du site signée par les représentants des deux parties.

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre doit comprendre les pièces suivantes :

A) - dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

1°) - Situation juridique - références requises :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP, à cet effet le candidat peut utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;

* Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* La forme juridique du candidat

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

2°) - Capacités économiques et financières – références requises :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

3°) - Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux

et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

* Les certificats de qualifications professionnelles permettant la réalisation des travaux dans les règles de l'art. La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

B) - dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer (électroniquement de préférence) par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joint l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les co-traitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr (DAJ / Formulaires - Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat doit également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 5 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) : cadre ci-joint à compléter, seule la colonne « quantité » fournie à titre indicatif, peut être modifiée,

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats doivent préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils doivent s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché est joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Les documents de preuves de l'expérience de l'équipe dédiée en matière de travaux en zone aéroportuaire, les CV des intervenants sont joints,
- Un mémoire méthodologique précisant l'organisation des travaux, la signalisation du chantier, le balisage, les installations de chantier prévues, etc..
- La liste et les fiches techniques relatives aux matériels proposés,
- L'attestation de visite du site, signée par le représentant de Météo-France l'ayant assuré,
- La méthode d'optimisation des circuits d'approvisionnements des matériels et fournitures,
- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets de Chantier (SOGED). Cette notice comprend :
 - Les méthodes employées pour ne pas mélanger les différents déchets, les méthodes de réemploi lorsqu'elles existent ;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels acheminer les différents déchets ;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité mis en œuvre pendant les travaux.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu doit fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 à L.2141-4 du CCP,
- Les certificats fiscaux et sociaux,
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail,
- Un extrait de registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés; ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP sont remises avant la notification du marché si elle n'ont pas été fournies lors de la candidature.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Le maître d'ouvrage commence par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls sont ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage peut demander aux candidats concernés de les compléter.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles sont traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées sont éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RMO prévoit la possibilité de négocier, toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen, les offres inacceptables sont éliminées, les offres irrégulières sont éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examine l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique. Après classement des offres de chaque lot conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Les critères d'attribution du marché sont pondérés comme suit :

Critères d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations est appréciée au vu des critères suivants :	
1°) - Expérience de l'équipe dédiée en matière de travaux en zone aéroportuaire avec CV des intervenants	35 %
2°) - Le mémoire méthodologique précisant notamment l'organisation des travaux ainsi que la liste et les fiches techniques descriptives des matériels à utiliser	20 %
3°) - Les prix des prestations	45 %

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix n'est pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il est invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire. En cas de refus son offre est éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estime nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du

candidat est prononcée par le RMO qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en sont informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres sont établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres sont remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installe les pré-requis techniques et prend connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fait sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence METEO-FRANCE2136T03270328-.

En outre, cette transmission est réalisée selon les modalités suivantes :

- L'offre doit parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus, ils ne sont pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, doivent l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, doc, xls, odt, ods, sont acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms doivent être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne font pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde est ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli cacheté comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

L'enveloppe porte l'adresse et mentions suivantes :

Météo-France, Direction Interrégionale pour Météo-France Sud-ouest,
A l'attention de Madame Sylvette MANGELAERS – SG/DAP/TVX -
6 rue Hubert Latham, 33692 MÉRIGNAC cedex

Copie de sauvegarde pour le marché n°2136T0327-0328, marché de travaux pour le déplacement du capteur de visibilité sur l'aérodrome de PERPIGNAN-RIVESALTES 66000.

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(*)

NE PAS OUVRIR

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire est précisée.

L'enveloppe doit parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (clé USB), ou transmission électronique, les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne pas être verrouillé..

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde est ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'article 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse est alors adressée, dans les meilleurs délais, par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard sept (7) jours avant la date limite de remise des offres. Il est exclu de répondre individuellement à une demande qui serait spécifique à un candidat.

En cas de difficulté, envoyer un courriel aux adresses électroniques suivantes :

→ Pour tout renseignement administratif ou relatifs à la plate-forme :

- Mme sylvette.mangelaers@meteo.fr, ou mp.dap-trl@meteo.fr en mentionnant dans la partie « objet » du message : « Marché METEO-FRANCE2136T0327-0328 ».

→ Pour obtenir des renseignements d'ordre technique ou s'inscrire afin d'effectuer la visite obligatoire du site, les candidats doivent s'adresser au service de la conduite d'opération :

Météo-France, Direction des Systèmes d'Observation,
Direction Observation Territoriale, Zone Sud-Est, Département des Pyrénées-Orientales,
Aéroport de PERPIGNAN-RIVESALTES 66000
téléphone 04 68.52.66.63 OU 06. 08.41.44.04, courriel : maintenance.perpignan@meteo.fr

ARTICLE 7. VISITE OBLIGATOIRE DE SITE

Une visite obligatoire du site doit être effectuée par les candidats préalablement à la remise de leur offre.

Elle aura lieu uniquement après avoir pris rendez-vous avec le service de la conduite d'opération, dans les créneaux suivants : de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 du lundi au vendredi. :

Météo-France, Direction des Systèmes d'Observation,
Direction Observation Territoriale, Zone Sud-Est, Département des Pyrénées-Orientales,
Aéroport de PERPIGNAN-RIVESALTES 66000
téléphone 04 68.52.66.63 OU 06. 08.41.44.04, courriel : maintenance.perpignan@meteo.fr

A l'issue de la visite de site, une attestation à joindre à l'offre, signée par le représentant de Météo-France, est remise aux entreprises.

1.Certificats de signature électronique autorisés

Seuls les certificats de signature qualifiés conformes au référentiel général de sécurité (RGS) (niveaux ** et *** RGS) ou au référentiel eIDAS sont autorisés.

L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) propose une liste de prestataires de services de certification électronique fiables à l'adresse :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue>.

Pour les candidats de l'Union européenne, une liste des prestataires de confiance est proposée par la Commission européenne.

Un certificat délivré par une autorité de certification étrangère est admis à condition qu'il réponde aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE. Le candidat doit alors faire la démonstration de cette équivalence.

Trois formats de signature électronique sont autorisés par l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#) : XAdES, CAdES ou PAdES. **Météo-France recommande néanmoins aux candidats de privilégier le format PAdES, la signature électronique étant alors intégrée au document signé qui doit être au format pdf.**

Les candidats doivent être attentifs à **ne pas verrouiller** les pièces contractuelles dont la signature est demandée après les avoir signées électroniquement afin de permettre ensuite, le cas échéant, leur signature par Météo-France.

2.Outils de signature électronique

La plate-forme PLACE met à disposition des candidats un outil de signature électronique.

Le candidat peut utiliser un outil de signature indépendant de la plate-forme PLACE. Dans ce cas, il doit obligatoirement transmettre, avec les documents signés, le mode d'emploi permettant de procéder gratuitement aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la validité de la signature,
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

3.Modalités de signature électronique

Le candidat veille à signer électroniquement et individuellement les pièces contractuelles dont la signature est demandée (i.e. l'acte d'engagement ou le document en tenant lieu) et ne saurait se satisfaire d'une signature apposée sur un seul dossier ZIP (ou équivalent) ou sur un seul fichier contenant lesdites pièces, à l'exception de l'hypothèse dans laquelle le candidat appose sa signature au moyen d'un parapheur électronique. Le parapheur électronique est un outil disposant de fonctions autorisant, au moins, le regroupement de documents à valider ou signer, la signature d'un même document par plusieurs signataires, sans en altérer l'intégrité, que l'utilisation soit locale ou en ligne. Chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

4.Sauvegarde

En application de l'article R. 2132-11 du code de la commande publique et de l'[arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde](#), les candidats sont autorisés, parallèlement à l'envoi électronique de leur pli via la plateforme PLACE, à transmettre une sauvegarde de leur pli sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, CD-Rom, DVD-Rom, etc.).

La sauvegarde est une copie des dossiers de candidature et d'offre destinée à se substituer, en cas d'anomalie, au pli transmis par voie électronique au pouvoir adjudicateur. Lorsqu'une sauvegarde n'a pas été ouverte, elle est détruite.

Cette sauvegarde est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans un document électronique transmis par le candidat, ou lorsque le pli du candidat est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouvert, sous réserve que la transmission de ce pli ait commencé avant la clôture de la consultation.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

Les documents figurant sur la sauvegarde sur support physique électronique doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est demandée).

Cette sauvegarde, sous pli scellé, comporte obligatoirement les mentions : « NE PAS OUVRIR » - « sauvegarde » et doit être remise dans les conditions décrites au 5-2.1 ci-dessus.

5.Fichiers volumineux

Dans l'hypothèse où la plateforme PLACE n'admettrait pas le dépôt d'un fichier trop volumineux, le candidat est autorisé à déposer ce fichier sur une plateforme électronique externe.

Le fichier concerné doit être, au minimum, de 400 Mo. Il doit être déposé avant la fin du délai imparti pour la remise des plis.

Le dépôt de l'acte d'engagement ou de l'annexe financière sur une plateforme électronique autre que PLACE n'est pas autorisé.

La plateforme électronique externe utilisée par le candidat doit satisfaire les exigences du I de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique. Elle doit garantir l'intégrité et la confidentialité des documents, et permettre la vérification de la date et de l'heure de dépôt de ceux-ci. Le téléchargement des fichiers doit être protégé par un mot de passe.

S'il dépose un ou plusieurs fichiers sur une plateforme électronique externe, le candidat inclut dans son pli déposé sur la plateforme PLACE :

- l'url où le ou les fichier(s) peu(ven)t être téléchargé(s) ;
- le mot de passe nécessaire au téléchargement ;
- la preuve du refus de la plateforme PLACE d'autoriser le dépôt du ou des fichier(s) en raison de son (leur) volume ;
- la preuve de dépôt du ou des fichier(s) sur la plateforme électronique externe avant la fin du délai imparti pour la remise des plis.

Un fichier déposé sur une plateforme électronique externe qui ne satisferait pas ces exigences ne sera pas admis par Météo-France.